



# BREF

## ILE-DE-FRANCE

### Bulletin mensuel d'informations sur le marché du travail

Le mouvement de baisse ininterrompue du nombre de demandeurs d'emploi observé en Ile-de-France depuis quinze mois s'est poursuivi à un rythme rapide en mai et juin.

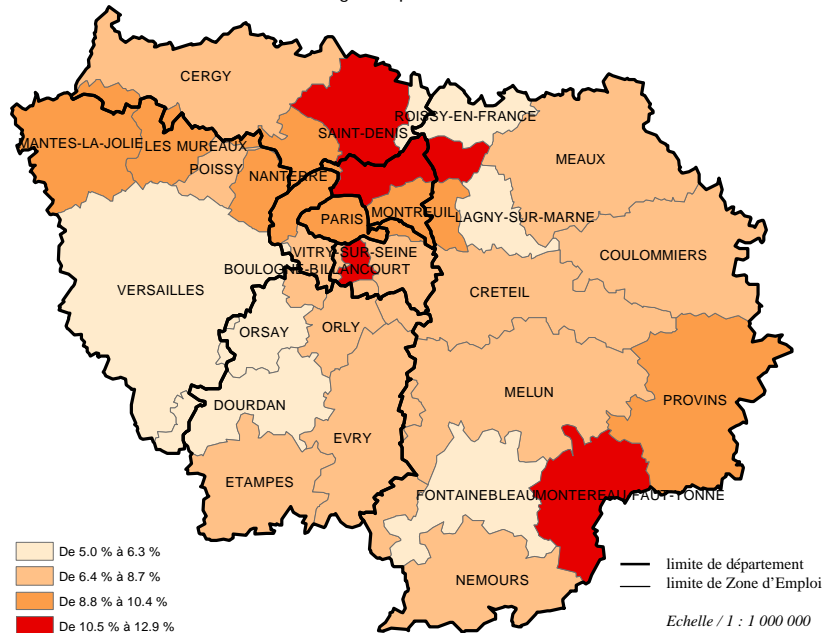
Au total, la diminution du nombre de personnes inscrites à l'ANPE à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1) a atteint -7,6 % au premier semestre 2006.

L'amélioration continue du marché du travail francilien se traduit également par une nette décrue du taux de chômage, tel que le calcule l'Insee. Après avoir dépassé 10 % fin 2003, ce taux est revenu à 8,5 % au second trimestre 2006 (9,0 % en France métropolitaine), soit le niveau d'il y a quatre ans. Par rapport au premier trimestre 2006, le taux régional a baissé de 0,5 point, tout comme le taux national.

Les disparités entre territoires franciliens demeurent toutefois importantes, avec des taux de chômage proches de 5% dans les zones d'emploi du sud des Yvelines et de l'ouest de l'Essonne, alors que ce taux est encore supérieur à 12 % dans la zone d'emploi de Saint-Denis.

Les estimations d'emploi salarié du GARP/UNEDIC confirment cette nette amélioration du marché du travail. En données corrigées des variations saisonnières, 30 000 emplois ont été gagnés au premier trimestre 2006 dans le secteur privé non agricole (+0,8 %), soit la plus forte hausse depuis celle du 1<sup>er</sup> trimestre 2001.

Taux de chômage au premier trimestre 2006



#### LES CHIFFRES DE JUIN 2006 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi en fin de mois (cat.1) : 441 260

Evolution sur 1 mois (CVS) : - 1,3 %

Evolution sur 1 an : - 13,7 %

Part des femmes dans les demandeurs d'emploi : 47,0 %

Part des chômeurs de longue durée : 33,5 %

Part des moins de 25 ans : 10,6 %

Taux de chômage au 2<sup>eme</sup> trimestre 2006 :

Ile-de-France : 8,5 %

France : 9,0 %

#### SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	page 2
Les tensions sur le marché du travail	page 3
Le marché du travail des employés de maison	page 4
L'emploi en Ile-de-France	page 5
L'utilisation de l'EDEC en Ile-de-France	page 6

**y Nouvelle baisse du chômage en mai et juin**

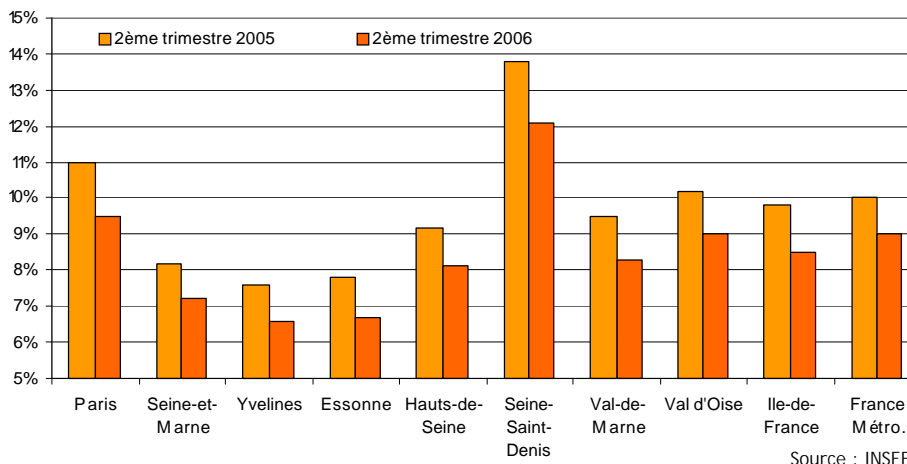
A la fin du mois de juin 2006, l'Ile-de-France comptait 441 260 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1).

En données corrigées des variations saisonnières, et ce pour le 15<sup>ème</sup> mois consécutif, le nombre de demandeurs a fortement diminué par rapport au mois précédent : -1,3 % en juin, après -2,1 % en mai. Dans le même temps, les évolutions observées en France métropolitaine ont été équivalentes à celles du niveau régional : -1,2 % en juin et -2,2 % en mai. En un an, la baisse reste, cependant, plus importante en Ile-de-France qu'au niveau national : -14,0 % contre -10,3 %.

L'ensemble des départements franciliens a bénéficié, au cours de ces deux mois, d'une baisse de la demande d'emploi. Celle-ci a varié de -2,2 % dans le Val-d'Oise à -4,7 % en Essonne. Paris reste le département d'Ile-de-France où, en un an, la demande d'emploi a le plus diminué : -16,0 %.

Les cadres, avec une diminution de leur demande d'emploi de -19,4 % en un an, demeurent la catégorie ayant le plus profité de l'embellie du marché du travail. D'autre part, au cours de ces deux derniers mois, la situation s'est améliorée pour les publics les plus éloignés de l'emploi. Après une période de relative stabilité en début d'année, le chômage de longue durée (inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an) enregistre une baisse sensible : -1,5 % en

Taux de chômage francilien au 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 par département



mai et -1,6 % en juin. Ainsi, en un an, le recul régional du chômage de longue durée apparaît plus important qu'au niveau national : -13,6 % contre -8,4 %. De même, le nombre de bénéficiaires du RMI inscrits à l'ANPE, après une progression en début d'année, diminue nettement en mai et juin. En un an, la baisse atteint -5,6 %. La part des bénéficiaires du RMI dans la demande d'emploi reste toutefois importante (13,3 %).

**y Un taux de chômage de 8,5 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2006**

L'amélioration continue du marché du travail francilien, particulièrement nette durant ces derniers mois, s'est traduite par une forte baisse du taux de chômage.

Avec un taux de 8,5 % à fin juin 2006, selon l'INSEE, la région revient au même niveau que 4 ans auparavant. Par rapport au premier trimestre 2006, le taux régional a baissé de 0,5 point, tout comme au niveau national. Ainsi, le taux francilien reste

toujours inférieur de 0,5 point à celui de la France métropolitaine. En un an, l'Ile-de-France enregistre une baisse de -1,3 point (contre -1,0 point au niveau national), et demeure la région qui a enregistré le plus net recul, avec le Languedoc-Roussillon (-1,3), l'Aquitaine (-1,2), et la Basse Normandie (-1,2).

Cette baisse trimestrielle bénéficie à l'ensemble des départements franciliens et, en particulier, aux départements qui affichent encore un taux de chômage élevé comme la Seine-Saint-Denis et Paris (resp. -0,6 et -0,5 point). Au total, en un an, la diminution est, respectivement, de -1,7 point et -1,5 point pour ces deux départements. Il s'agit de deux des quatre baisses les plus importantes en France. Les départements de la grande couronne enregistrent également une baisse sensible de leur taux trimestriel : -0,4 point pour la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val d'Oise.

Demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2006	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage (données au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2006)	9,5%	7,2%	6,6%	6,7%	8,1%	12,1%	8,3%	9,0%	8,5%	9,0%
DEFM catégorie 1 (données brutes)	98 695	38 753	41 126	34 574	56 061	77 894	46 701	47 456	441 260	2 188 283
Evolution sur 1 mois (CVS)	-1,7%	-1,0%	-0,9%	-1,6%	-1,5%	-1,4%	-1,4%	-0,2%	-1,3%	-1,1%
Evolution sur 1 an	-15,1%	-12,4%	-13,3%	-13,5%	-14,1%	-13,5%	-13,3%	-12,6%	-13,7%	-8,4%
Part des femmes	49,3%	50,7%	48,7%	49,3%	48,9%	49,0%	48,9%	48,5%	49,1%	48,4%
Part des chômeurs de longue durée	37,1%	29,1%	32,2%	27,2%	34,1%	34,4%	31,7%	33,1%	33,3%	32,1%
Part des moins de 25 ans	5,5%	16,1%	12,2%	13,2%	8,4%	11,8%	11,1%	13,3%	10,6%	16,0%
Demandeurs d'emploi indemnisés (1)	103 108	41 830	44 170	36 438	55 409	68 239	47 338	44 336	440 868	2 290 300
Taux de couverture (2)	56,6%	62,3%	62,8%	63,3%	59,5%	57,9%	60,3%	59,6%	59,5%	60,1%

Sources : INSEE, DARES / ANPE, GARP

(1) Il s'agit des bénéficiaires de l'assurance chômage et des allocations de solidarité (ASS et allocation d'insertion), hors allocations de préretraite et de formation.  
 (2) Le taux de couverture est le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés rapporté à l'effectif potentiellement indemnisable, à savoir la somme des demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8, ainsi que les personnes indemnisées dispensées de recherche d'emploi.

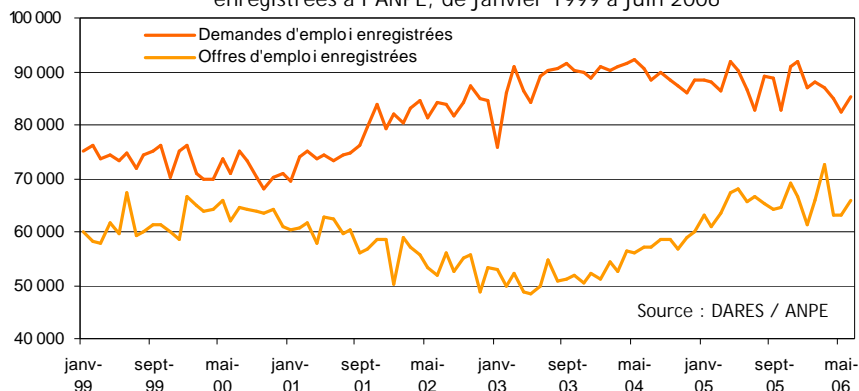
**y Des tensions toujours élevées en Ile-de-France...**

Le ratio des offres d'emploi sur les demandes d'emploi enregistrées a augmenté au deuxième trimestre 2006, par rapport à la même période de l'an passé. En effet, ce ratio est égal à 0,90 point pour la période d'avril à juin 2006, contre 0,88 point un an auparavant. Bien qu'affichant un niveau élevé, sans toutefois atteindre celui observé en 2000, le ratio des « offres sur demandes » augmente moins rapidement que les trimestres précédents. Par métier, les évolutions sont contrastées : dans le bâtiment, les tensions continuent à s'accroître au deuxième trimestre 2006, alors qu'elles ont tendance à se réduire pour les métiers du commerce et des services à la personne.

Les tensions sur le marché du travail sont mises en évidence par l'analyse de l'offre et de la demande d'emploi confiées à l'ANPE, au cours d'une période donnée. Le ratio des « offres sur demandes », communément appelé taux de tension, constitue alors le principal indicateur de tension. De manière globale, quelque peu réductrice, il est d'usage d'interpréter un taux de tension élevé comme étant la manifestation de difficultés à pourvoir des postes vacants.

Deux éléments peuvent faire varier à la hausse le taux de tension : l'augmentation du volume d'offres d'emploi confiées à l'ANPE

Evolution comparée du volume d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE, de janvier 1999 à juin 2006



et la réduction du flux des inscriptions de demandeurs d'emploi à l'Agence. En 2004 et 2005, la conjonction de ces deux éléments a été à l'origine d'une très nette augmentation du ratio des « offres sur demandes ».

**y ... malgré un recueil d'offres d'emploi en léger repli**

L'infléchissement de la croissance du taux de tension au deuxième trimestre 2006 s'explique principalement par la réduction du volume d'offres d'emploi confiées à l'ANPE. D'avril à juin 2006, 199 200 offres ont, en effet, été enregistrées, soit une diminution de -3,8 % par rapport à la même période de l'an passé. Il s'agit là de la première baisse trimestrielle du recueil d'offres par l'ANPE observée depuis fin 2003. Ce repli intervient néanmoins après une période de forte croissance, soutenue pour partie par

une augmentation du recueil d'offres sur contrats aidés.

La part des offres d'emploi durable dépasse 50 % du total des offres reçues au deuxième trimestre 2006, soit un niveau très supérieur à celui relevé à la même période l'an passé (44,6 %). On note, toutefois, une tendance à une légère réduction de ce taux depuis quelques trimestres.

**y Une demande d'emploi en constante diminution**

Le flux des demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE poursuit sa baisse. Ainsi, 222 000 demandes d'emploi ont été enregistrées entre avril et juin 2006, contre 236 200 un an auparavant. Enfin, les demandeurs d'emploi parviennent à sortir plus rapidement du chômage (taux d'écoulement de la demande d'emploi 67,5 % en juin 2006 contre 63,5 % en juin 2005).

Les métiers en tension en Ile-de-France au deuxième trimestre 2006 Source : DARES / ANPE / UNEDIC	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2005 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2006 (1)	Part des CDI et des CDD de plus de 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées d'avril à juin 2006 (2)	Taux d'écoulement sur un an des DEFM en juin 2006 (3)	DEFM de catégories 1, 2 et 3 en juin 2006	Evolution du stock de DEFM des catégories 1, 2 et 3 entre juin 2005 et juin 2006	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an	Taux de satisfaction des offres au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2006 (4)	Enquête Unédic BMO 2006-Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	1,03	1,24	45,4%	72,8%	2 767	-25,5%	3,1%	83,7%	72,0%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,76	0,80	45,9%	70,1%	11 423	-15,7%	3,9%	84,6%	73,8%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,70	1,55	32,6%	67,5%	1 393	-20,7%	-8,6%	87,4%	55,4%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	3,24	4,38	51,9%	70,5%	1 497	-21,7%	29,7%	86,4%	59,4%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,11	1,40	56,4%	68,9%	7 730	-17,1%	19,5%	87,1%	56,9%
Caissiers, employés de libre service	2,03	1,61	41,0%	69,8%	11 798	-7,3%	-17,1%	96,0%	28,2%
Vendeurs	1,05	0,92	59,0%	68,4%	25 793	-10,7%	-12,4%	89,4%	31,2%
Bouchers, charcutiers, boulangers	1,13	1,05	86,3%	71,2%	2 089	-14,4%	-3,6%	87,7%	66,8%
Cuisiniers	2,02	1,73	54,4%	69,6%	4 770	-10,7%	-13,1%	91,1%	56,4%
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	1,80	1,57	30,6%	68,7%	19 625	-7,8%	-9,9%	96,0%	36,8%
Aides-soignants	0,52	0,47	75,5%	72,6%	2 819	-8,3%	-11,7%	88,3%	71,1%
Infirmiers, sages-femmes	2,16	2,12	64,6%	75,0%	1 024	-7,7%	5,0%	83,7%	81,8%
Ensemble des familles professionnelles	0,88	0,90	50,1%	67,5%	536 830	-12,5%	-3,8%	90,3%	38,7%

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à l'ANPE durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont, en effet, significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,90 offres d'emplois enregistrées pour 1 demande au deuxième trimestre 2006, contre 0,88 au deuxième trimestre 2005.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à l'ANPE, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de l'ANPE. Exemple de lecture : 67,5 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à l'ANPE.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de l'ANPE.

y Des emplois en développement

Les métiers d'employés de maison consistent à effectuer diverses tâches domestiques chez des particuliers. Ils regroupent les professions d'employé de ménage et d'intervenant à domicile. Une partie de ces métiers, quasi exclusivement féminins, sont ouverts aux personnes peu ou pas diplômées. A ce titre, les demandeurs d'emploi sont nombreux à s'orienter, particulièrement depuis 2003. Côté employeurs, vieillissement de la population et exonérations fiscales incitent de plus en plus à employer, et à déclarer, ce type de personnel.

y L'approche statistique...

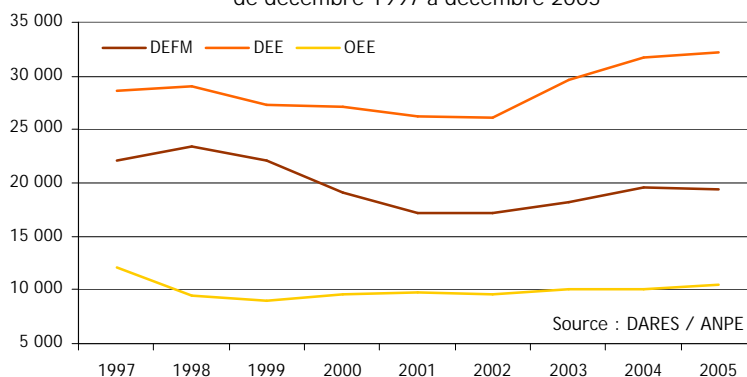
Les statistiques de l'ANPE doivent permettre d'analyser le fonctionnement du marché du travail de tel ou tel métier, et de mettre ainsi en évidence d'éventuelles tensions. Concernant les employés de maison, tous les indicateurs conduisent à conclure à une absence de tensions.

En effet, si l'on se réfère au deuxième trimestre 2006, le taux de tension pour ces métiers est deux fois moins élevé que pour l'ensemble des métiers : 0,43 point (contre à 0,90 en moyenne). Cela signifie qu'entre les mois d'avril et de juin 2006, 0,43 offre d'employés de maison a été déposée auprès de l'ANPE, pour 1 nouvelle demande d'emploi enregistrée. La tension sur la demande d'emploi apparaît donc faible. De même, le taux de satisfaction des offres d'emploi ANPE semble plutôt élevé pour ces métiers (94,1 % contre 90,3 % tous métiers confondus).

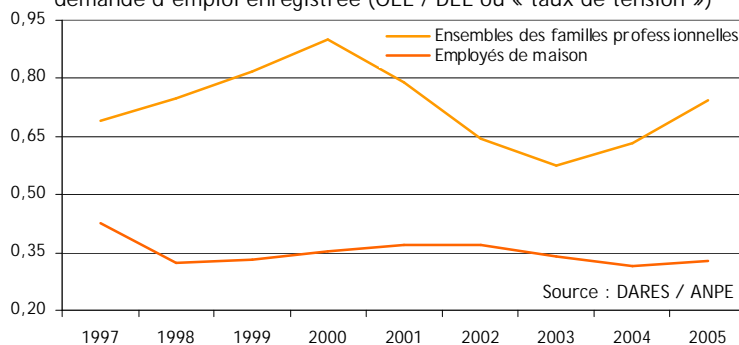
La tension sur la demande apparaît d'autant plus faible que le stock de demandes d'emploi pour ces métiers est également important. A fin juin 2006, 18 650 personnes sont à la recherche d'un poste d'employé de maison (cat. 1, 2 et 3). Face à un faible nombre d'offres d'emploi déposées à l'ANPE et à une demande d'emploi largement supérieure, le volume des inscrits à l'ANPE a donc progressé ces dernières années.

Au cours de ces derniers mois, le volume d'offres d'emploi pour ces métiers a, toutefois, sensiblement progressé : +19,9 % au

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrés à l'ANPE de décembre 1997 à décembre 2005



Evolution comparée des rapports entre l'offre d'emploi enregistrée et la demande d'emploi enregistrée (OEE / DEE ou « taux de tension »)



Les indicateurs de tension pour les métiers d'employés de maison Source : DARES / ANPE	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2006	DEFM de catégories 1, 2 et 3 en juin 2006	Taux d'écoulement sur un an des DEFM en juin 2006	Evolution du stock de DEFM en un an	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an	Taux de satisfaction des offres au 2ème trimestre 2006
Employé de ménage à domicile	0,80	5 527	63,8%	-13,6%	49,0%	94,3%
Intervenant à domicile	0,30	13 121	65,1%	-0,7%	2,0%	93,9%
<b>Employés de maison</b>	<b>0,43</b>	<b>18 648</b>	<b>64,7%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>19,9%</b>	<b>94,1%</b>

deuxième trimestre 2006 par rapport à la même période de l'an passé (alors que, tous métiers confondus, le recueil d'offres est en baisse de -3,8 %). Parallèlement, le stock de demandes d'emploi a diminué : -4,9 % par rapport à juin 2005. Cette baisse reste néanmoins très en deçà de la moyenne (-12,5 %). De même, les demandeurs d'emploi dans ces métiers ont plus de difficultés à sortir rapidement du chômage (taux d'écoulement de 64,7 % en juin 2006, contre 67,5 % en moyenne).

y ... et ses limites

Une demande d'emploi importante, peu fluide et dont le stock diminue peu ; une offre d'emploi qui, bien qu'en hausse, reste faible et trouve satisfaction ; un faible taux de tension. Selon les sources statistiques disponibles, le marché des employés de maison

ne rencontre donc aucune tension. Or, les difficultés de recrutement pour ces métiers sont connues de tous et sont soulignées, chaque année, par l'enquête sur les besoins de main-d'oeuvre du GARP / UNEDIC.

En 2005, seules 10 500 offres d'employés de maison ont été déposées auprès de l'ANPE. Pour ces métiers, la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi se réalise essentiellement via des relations dites « de particulier à particulier ». Cette rencontre est également facilitée par les organismes agréés de service à la personne (prestataires et mandataires), dont l'activité progresse ces dernières années. In fine, la part de marché de l'ANPE est donc faible pour ces métiers, si faible que ses statistiques n'offrent qu'une vision partielle du fonctionnement du marché du travail des employés de maison.

**y Une nette augmentation de l'emploi au premier trimestre...**

D'après les estimations provisoires du GARP/UNEDIC, l'Ile-de-France compte désormais plus de 3,97 millions de salariés dans le secteur privé non agricole (données corrigées des variations saisonnières), soit une augmentation de près de 30 000 emplois pour les trois premiers mois de l'année 2006.

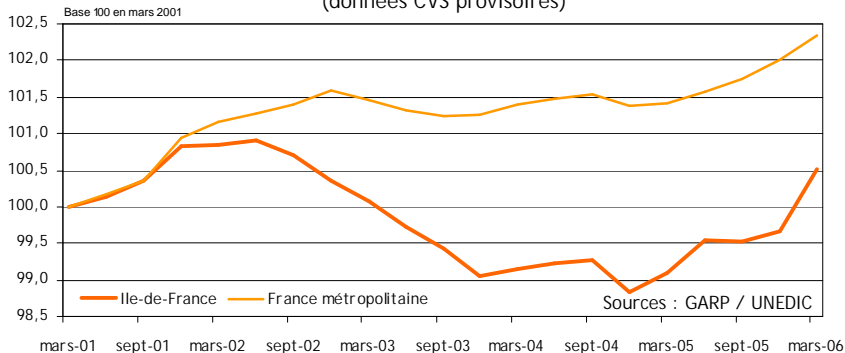
Une telle augmentation (+0,8 % contre +0,3 % en France métropolitaine) n'avait plus été observée en Ile-de-France depuis début 2001. Elle confirme et amplifie la légère tendance à l'accroissement des effectifs observée au cours des deux derniers trimestres de l'année 2005. En un an, l'emploi francilien a augmenté plus rapidement que l'emploi métropolitain (+1,4 % contre +0,9 %).

**y ...qui profite particulièrement à Paris et à la petite couronne**

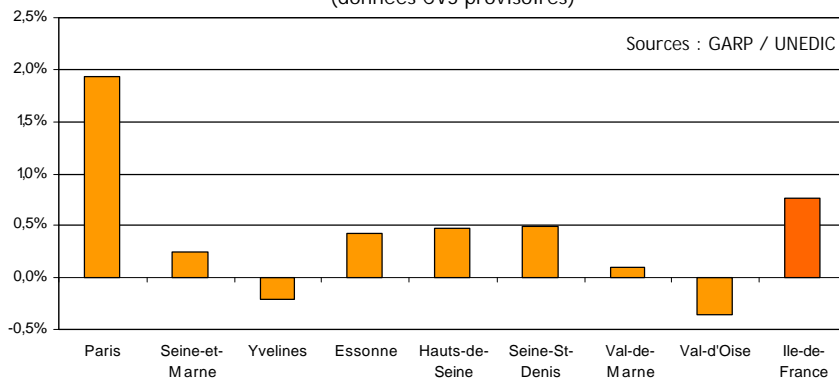
Avec une augmentation de +1,9 % de ses effectifs au cours du trimestre, Paris tire la croissance régionale vers le haut. Les départements de la petite couronne, profitent, eux aussi, de l'embellie. Ainsi, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine voient leurs effectifs salariés croître de +0,5 %. Ils créent, respectivement, plus de 1 700 et de 3 700 emplois. Le Val-de-Marne, avec +0,1 % est le département qui profite le moins de la reprise.

En grande couronne, la situation est beaucoup plus contrastée. Dans les départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne l'emploi continue à croître : plus de 700 et plus de 1 200 emplois y ont été créés au cours du trimestre. Dans les Yvelines, le retournement de tendance observé dès le dernier trimestre 2005 se confirme, avec une nouvelle diminution de l'emploi salarié départemental. Pour ce trimestre, ce sont ainsi près de 900 emplois qui ont été supprimés. Le solde annuel de l'emploi, dans les Yvelines, reste toutefois excédentaire avec +0,4 %. Le département du Val-d'Oise connaît une nouvelle baisse de ses effectifs salariés (-0,4 %). C'est, avec le Val-de-Marne, le seul département francilien à voir ses effectifs diminuer en un an (-0,4%).

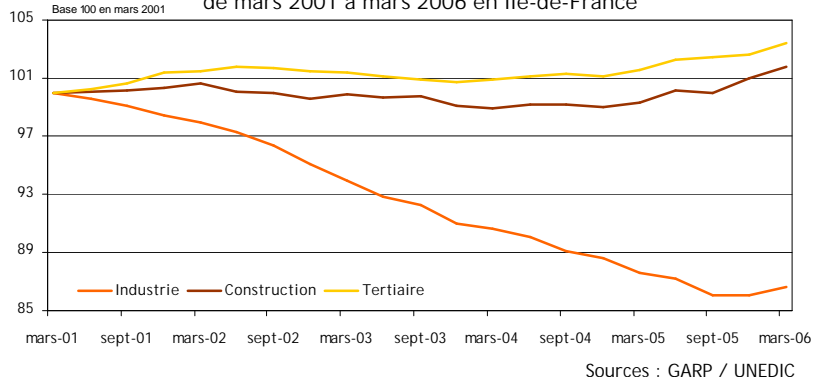
Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel non agricole (données CVS provisoires)



Evolution de l'emploi salarié par département au premier trimestre 2006 (données CVS provisoires)



Evolution de l'emploi salarié par grand secteur de mars 2001 à mars 2006 en Ile-de-France



**y Un secteur tertiaire porteur mais aux évolutions contrastées**

Le rythme de croissance de l'emploi tertiaire dans la région s'est, quant à lui, accéléré, avec 24 700 emplois supplémentaires (+0,8 % en données CVS).

En données brutes, et pour les seuls établissements de 10 salariés et plus, le secteur des services opérationnels a connu une croissance particulièrement importante, avec la création de plus de 7 000 emplois au cours du trimestre.

Une augmentation de l'emploi est également observée dans les secteurs des services à la personne, notamment les activités créatives, culturelles et sportives.

Les estimations de l'UNEDIC font également apparaître une augmentation du nombre d'emplois dans l'industrie (+0,6 % en données CVS), après cinq ans de baisse ininterrompue. Ce résultat doit toutefois être relativisé car il peut s'expliquer par des transferts conséquents de salariés entre les divers établissements d'une même entreprise classés dans des secteurs différents (tertiaire ou industriel).

**y Un nouvel élan de la construction**

Pour le deuxième trimestre consécutif, le secteur de la construction gagne des emplois (+0,7 %, soit 1 700 emplois), essentiellement grâce au bâtiment.

## L'utilisation de l'EDEC en Ile-de-France

### y Un premier bilan de ce dispositif

En 2005, une vingtaine de conventions ont été signées avec différentes branches professionnelles. Les premiers secteurs concernés sont le BTP et la métallurgie. Viennent ensuite le textile/habillement/cuir et les artisanats des métiers de services.

Ces projets ont pour objectif de développer l'accès à la formation des salariés fragilisés (bas niveau de qualification, salariés en deuxième partie de carrière) au sein, prioritairement, des PME.

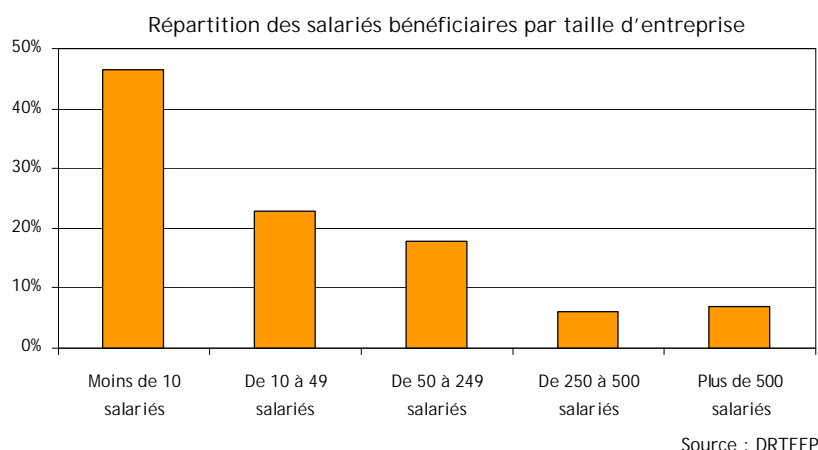
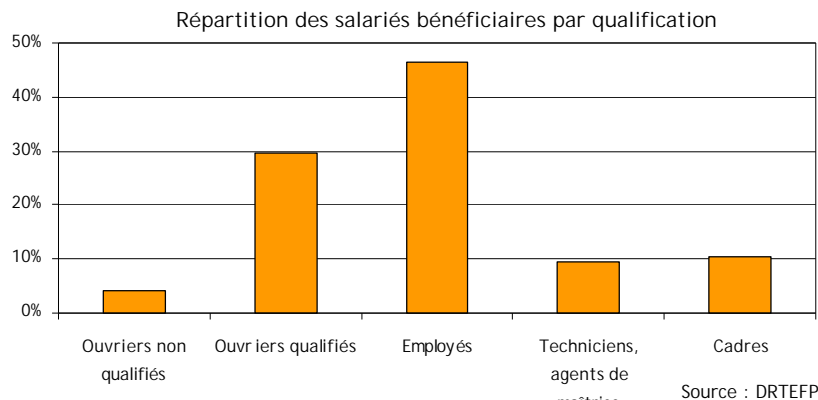
Les thématiques des formations sont variées : formations aux savoirs de base, formations techniques qualifiantes, formations à la reprise/transmission d'entreprise...

Au cours de l'année, 5 745 salariés ont été formés, majoritairement des ouvriers (33,8 %) et des employés (46,5 %). Ainsi, les premiers niveaux de qualification représentent 80 % des salariés bénéficiaires.

La plupart des salariés bénéficiaires sont employés dans des PME : 87,1 % travaillent dans des entreprises employant moins de 250 salariés.

### y Une montée en charge en 2006

En 2006, une trentaine de conventions devraient être signées :



les activités tertiaires deviennent plus présentes (propreté, aide à domicile notamment) et certains projets se territorialisent davantage, en lien avec les DDTEFP.

de formation ont été développées avec chacune des branches professionnelles, ainsi que des dispositifs interprofessionnels innovants en lien avec les centres de ressources de lutte contre l'illettrisme.

Depuis 2005, la lutte contre l'illettrisme en entreprise constitue une des priorités régionales de la politique contractuelle. Des actions

### L'EDEC : Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences

L'EDEC, créé par l'ordonnance du 30 juin 2005 intégré au livre III du code du travail (article L.322-10), se substitue à l'EDDF (Engagement de développement de la Formation). Il constitue un dispositif de la politique de l'emploi visant l'anticipation et l'accompagnement des évolutions de l'emploi, des compétences et des qualifications.

Son objectif général est de soutenir les initiatives des branches professionnelles et des territoires, en lien avec les partenaires sociaux, en faveur du maintien et du développement de l'emploi et des compétences des actifs occupés.

Ce dispositif est composé de deux volets :

- Le volet prospectif : réalisation d'études visant à établir, pour une branche ou un territoire, un diagnostic ressources humaines à court/moyen terme ainsi que des préconisations d'actions pour accompagner les évolutions de l'emploi des actifs occupés.
- Le volet Action de Développement de l'Emploi et des Compétences : actions visant le développement des compétences des publics les plus fragilisés au sein des PME (Validation des Acquis de l'Expérience, formations qualifiantes, lutte contre l'illettrisme,...), la structuration des ressources humaines et l'accompagnement des mobilités et des perspectives d'évolution professionnelle.

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France

66, rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 – Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Marc Biehler - Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques -

Diffusion : Service relation avec les usagers, communication et documentation

Tirage : 1 000 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877

[http : //www.europemploi-idf.org](http://www.europemploi-idf.org)